

Compilation des approches réglementaires utilisées dans divers pays
Informations reçues par le Secrétariat dans le cadre d'une enquête en 2009

À sa dix-septième session, le Groupe de travail a chargé l'initiative sectorielle concernant les équipements utilisés à proximité d'explosifs d'établir un tableau comparatif des différentes approches en matière de réglementation suivies dans divers marchés, à partir des informations recueillies au moyen d'un questionnaire.

Le présent document contient les réponses reçues à ce jour de l'Australie, du Brésil, des États-Unis d'Amérique, de la Fédération de Russie et de l'Union européenne.

1. Quelles sont les directives ou lois nationales qui régissent la mise sur le marché des équipements utilisés à proximité d'explosifs?

Pays	Réponses
Australie	<p><i>Note: Cette réponse ne concerne que l'extraction du charbon dans l'État de Nouvelle-Galles du Sud. Le Queensland, l'autre grand État charbonnier du pays comportant des zones à risque, a sa propre législation s'agissant des industries du groupe II, définies comme des lieux comportant une atmosphère gazeuse explosive autres que les mines exposées au grisou.</i></p> <p>La législation est, ici aussi, établie par l'État et, en règle générale, les prescriptions relatives aux zones à risque découlent de la réglementation nationale sur les installations électriques (AS/NZS3000), qui renvoie elle-même au Règlement AS/NZS2381 (Sélection, installation pour les zones à risque). Cette note s'applique également à toutes les réponses de l'Australie à ce questionnaire.</p> <p>NSW Coal Mine Health and Safety Act 2002</p> <p>NSW Coal Mine Health and Safety Regulation 2006. Ce règlement stipule que ces équipements doivent satisfaire aux prescriptions spécifiées dans un bulletin officiel: http://www.dpi.nsw.gov.au/_data/assets/pdf_fule/0005/203198/Types-of-electrical-plant-used-in-hazardous-zones---CMHS-Act-2002.pdf.</p>
Brésil	<p>Le Règlement de l'INMETRO intitulé «Portaria 83:2006» régit les équipements électriques destinés à être utilisés en atmosphères explosives constituées de vapeurs et de gaz. Ce règlement sera remplacé en 2009 par un nouveau règlement de l'INMETRO dont le champ d'application englobera les atmosphères poussiéreuses.</p>

<i>Pays</i>	<i>Réponses</i>
États-Unis d'Amérique	US MINING: La législation fédérale définit la conception et l'utilisation des équipements protégés contre les explosions dans les mines des États-Unis. Il s'agit notamment des lois ci-après: Federal Coal Mine Health and Safety Act de 1969, Public Law 91-173; Federal Mine Safety and Health and Safety Act of 1977 (portant modification de la Public Law 91-173); Mine Improvement and New Emergency Response act de 2006 (Miner Act), Public Law 109-236 (portant modification de la Public Law 95-164).
Fédération de Russie	La loi fédérale sur la sécurité des installations industrielles dangereuses a été adoptée en 1997; n° 116 FL, partie 7, points 1, 2 et 3.
Nouvelle-Zélande	Loi de 1992 et Règlement de 1997 sur l'électricité (note: le Règlement de 2009 sur l'électricité devrait être prochainement publié. Il portera sur les deux régimes, le cas échéant).
Union européenne	Les règles figurent dans la directive 94/9/CE et dans les dispositifs nationaux d'application établis par les États membres.

2. Existe-t-il des procédures obligatoires d'évaluation de la conformité?

<i>Pays</i>	<i>Réponses</i>
Australie	Oui, dans le bulletin officiel, il est exigé que les équipements résistants aux explosifs soient certifiés conformément au système Ex de la CEI ou au système Ex ANZ (Australie, Nouvelle-Zélande). Ces systèmes imposent une évaluation de conformité aux normes publiées.
Brésil	La procédure de certification obligatoire (RAC: Procédure d'évaluation de la conformité) est précisée dans le Règlement de l'INMETRO intitulé «Portaria 83:206».
États-Unis d'Amérique	US MINING: selon la loi fédérale, la Mine Safety and Health Administration (MSHA), relevant du Ministère du travail, est chargée de veiller au respect des prescriptions énoncées dans le titre 30 du Code des règlements fédéraux (ressources minérales) applicables aux équipements protégés contre les explosions. Selon la réglementation actuelle, seuls les critères «résistant aux explosions» et «intrinsèquement sûr» sont reconnus comme acceptables pour les équipements protégés contre les explosions, lorsque ces équipements sont destinés à être utilisés pour l'extraction minière.
Fédération de Russie	Les règles de sécurité relatives à la certification des équipements électriques utilisés à proximité d'explosifs sont spécifiées dans le RS 03-538-03.

<i>Pays</i>	<i>Réponses</i>
Nouvelle-Zélande	<p>1. Pas encore, étant donné que cet aspect est essentiellement régi par la loi et le Règlement sur l'électricité;</p> <p>2. Lorsque le règlement de 2009 sur l'électricité entrera en vigueur, il rendra obligatoires les normes AS/NZS 3000 et AS/NZS 2381.1 (ou AS/NZS 60079.10.1, 60079.14 et 60079.17, si elles sont publiées avant l'entrée en vigueur du règlement); cela signifie que la Nouvelle-Zélande n'acceptera que:</p> <ul style="list-style-type: none"> a) Le système Ex de la CEI; b) Les systèmes Ex AUS ou ANZ (Australie Nouvelle-Zélande); c) Les autres systèmes d'essai de type 5 conformes aux normes CEI et AS/NZS; d) Les équipements ATEX sous certaines conditions; e) Les équipements FM et UL alimentés par une pile et non munis d'un chargeur intégré.
Union européenne	<p>La directive 94/9 exige que les appareils de protection destinés à être utilisés en atmosphères explosives soient soumis aux procédures d'évaluation de la conformité. Selon les catégories (niveau de sécurité), un organisme notifié doit ou non intervenir. L'organisme notifié délivre un certificat d'examen CE de type. De plus, la directive 94/9 impose un module «assurance qualité du produit» ou «assurance qualité de production».</p>

3. Quel rôle jouent les normes nationales ou internationales dans les procédures d'évaluation de la conformité (sont-elles utilisées dans la réglementation et de quelle manière)?

<i>Pays</i>	<i>Réponses</i>
Australie	<p>Les normes nationales relatives aux équipements Ex sont les normes de la CEI (à noter que la norme Ex-«s» de protection spéciale est une norme applicable en Australie et en Nouvelle-Zélande et que la norme Ex-«n» n'est pas acceptée dans les zones à risque des mines de charbon souterraines de Nouvelle-Galles du Sud. L'évaluation de la conformité aux normes Ex est exigée dans le bulletin officiel susmentionné. Elle fait partie de la certification.</p>
Brésil	<p>L'utilisation de normes nationales harmonisées avec les normes CEI est obligatoire. Dans les cas où cela n'est pas possible, on doit utiliser la norme CEI équivalente.</p>
États-Unis d'Amérique	<p>US MINING: Il n'existe pas d'acceptation générale des normes nationales ou internationales harmonisées pour les applications minières. Les règlements fédéraux autorisent l'approbation des équipements résistants aux explosions qui ont été conçus et testés conformément aux normes de la CEI, pour autant qu'ils satisfassent à certains critères additionnels spécifiés dans la réglementation.</p>

<i>Pays</i>	<i>Réponses</i>
Fédération de Russie	En l'absence d'acceptation mutuelle des normes, tous les équipements doivent faire l'objet des procédures de certification spécifiées dans le RS 03 – 538-03.
Nouvelle-Zélande	1. En vertu du Règlement de 1997 sur l'électricité, actuellement en vigueur, les systèmes conformes aux prescriptions énoncées dans la norme AS/NZS 2381.1 sont acceptés comme méthodes permettant de démontrer que l'équipement est suffisamment sûr sur le plan électrique pour être utilisé en Nouvelle-Zélande; 2. En vertu du Règlement de 2009 sur l'électricité, il faut vérifier la conformité aux systèmes susmentionnés car l'application des prescriptions relatives aux zones à risque sera obligatoire.
Union européenne	La directive stipule que les exigences générales énoncées dans la directive doivent être respectées, et qu'il ne s'agit pas de satisfaire à une norme. Habituellement, les normes harmonisées, publiées au Journal officiel de la Commission européenne, sont appliquées. Elles reprennent les normes de la CEI (vote parallèle). Les prescriptions spécifiées dans la directive sont incorporées dans une annexe à la norme européenne.

4. Quelle est la procédure d'acceptation juridique des normes (aux niveaux national, régional et international)?

<i>Pays</i>	<i>Réponses</i>
Australie	L'acceptation juridique s'opère par le biais du bulletin officiel susmentionné, qui ne reconnaît que les normes australiennes (AS et AS/NZS), lesquelles résultent de l'adoption des normes de la CEI.
Brésil	Pour les zones à risque, la législation nationale harmonisée doit être utilisée. Si la norme brésilienne n'est pas disponible, la norme de la CEI doit être utilisée.
États-Unis d'Amérique	US MINING: L'élaboration et l'adoption de la réglementation relative à l'extraction minière aux États-Unis sont régies par l'Administrative Procedures Act (titre 5 – Code des États-Unis – chapitre 5, sections 511 à 599). En règle générale, la MSHA doit d'abord élaborer et proposer un règlement qui est ensuite soumis au public pour examen et commentaires avant d'être définitivement adopté. Les règlements régissant l'extraction minière doivent aussi satisfaire à la législation minière en vigueur, qui interdit la promulgation de toute norme de sécurité qui aurait pour effet de réduire le niveau de protection des mineurs en deçà du niveau spécifié dans la législation.
Fédération de Russie	En règle générale, les normes nationales sont élaborées à partir des normes internationales, mais des corrections sont apportées pour tenir compte des caractéristiques nationales spécifiques correspondant à des objectifs techniques ou économiques.

<i>Pays</i>	<i>Réponses</i>
Nouvelle-Zélande	<p>1. Cet aspect est régi depuis de nombreuses années par le processus des normes, au fonctionnement duquel l'organe de réglementation de l'électricité a activement contribué; ce système fait partie du processus décisionnel;</p> <p>2. On n'est pas certain de l'évolution de la situation, vu que l'on ne sait pas exactement qui sera l'autorité chargée de réglementer ces types d'installation; cependant, étant donné que la Nouvelle-Zélande s'oriente vers le système IECEx, le problème ne devrait pas se poser.</p>
Union européenne	Adoption des normes (harmonisation) sur la base de la décision de la Commission européenne, en concertation avec le Consultant et le TC 31 du CENELEC.

5. Qui est autorisé à effectuer l'évaluation de la conformité? (Les résultats d'évaluation de la conformité réalisés à l'étranger sont-ils acceptés?)

<i>Pays</i>	<i>Réponses</i>
Australie	L'évaluation de la conformité est faite par les organismes agréés dans le cadre du système ANZ Ex ou du système IEC Ex. Les évaluations de la conformité sont acceptées si elles émanent d'organismes étrangers agréés dans le cadre du système IEC Ex. En d'autres termes, tout certificat de conformité IEC Ex délivré par un organe de certification reconnu dans le cadre du système IEC Ex est acceptable.
Brésil	L'évaluation de la conformité est effectuée par les organismes de certification agréés par l'INMETRO. En vertu du Règlement de l'INMETRO intitulé «Portaria 83:2006», l'acceptation des résultats d'essais réalisés en dehors du Brésil ne peut être envisagée que si le laboratoire d'essai est agréé par un membre de plein exercice de l'ILAC et si cet agrément est accordé selon les normes exigées par la législation brésilienne. Toute autre activité menée par l'organe de certification, notamment les inspections, n'est autorisée que s'il existe un mémorandum d'accord entre l'organisme brésilien de certification et l'organisme de certification étranger.
États-Unis d'Amérique	US MINING: Selon la législation fédérale, la MSHA est le seul organisme habilité à délivrer les agréments pour les équipements protégés contre les explosions. Certains règlements d'homologation autorisent le requérant ou un tiers à tester et à évaluer les produits, mais la MSHA est l'autorité chargée d'approuver l'équipement en dernier ressort.
Fédération de Russie	Les centres de certification spécialement agréés à cette fin sont responsables de l'évaluation. Ils peuvent participer aux essais des appareils et les résultats de ces essais sont acceptés lors de la prise des décisions concernant la délivrance d'un certificat de conformité.

<i>Pays</i>	<i>Réponses</i>
Nouvelle-Zélande	L'évaluation est effectuée selon les exigences des systèmes compatibles avec les normes que nous utilisons. La Nouvelle-Zélande n'exerce aucun autre contrôle sur les évaluations effectuées par des systèmes reconnus.
Union européenne	Les organismes notifiés procèdent à l'évaluation de la conformité. Tous les États membres ont le droit de désigner leurs organismes notifiés sur leurs territoires respectifs.

6. Qui est autorisé à délivrer l'agrément aux organismes d'évaluation de la conformité, en s'appuyant sur quelles exigences? (L'agrément d'organismes étrangers d'évaluation de la conformité est-il possible?)

<i>Pays</i>	<i>Réponses</i>
Australie	<p>1. L'agrément dépend du système : a) au niveau international (CEI), c'est le système IEC Ex ; b) au niveau national (système ANZ Ex), c'est le JASANZ (Joint Accreditation Scheme pour Australia and new Zealand).</p> <p>2. Les critères reposent sur les directives internationales et les exigences particulières à chaque système.</p> <p>3. Les organismes étrangers d'évaluation de la conformité sont autorisés suivant les exigences du système IEC Ex.</p>
Brésil	En vertu de la loi CONMETRO 004:2002, seul l'INMETRO peut délivrer l'agrément aux organismes de certification et aux laboratoires d'essai, conformément au Guide 65 et à la norme 17025 de l'ISO. L'agrément d'organismes d'évaluation étrangers est possible.
États-Unis d'Amérique	US MINING: La MSHA accepte les essais et l'évaluation des équipements protégés contre les explosions qui sont conduits par le requérant ou par un tiers. Toutefois, aucun agrément officiel n'est délivré.
Fédération de Russie	<p>Les procédures d'agrément sont régies par le Règlement GOST R 51000.5-96. Selon le paragraphe 2 de l'article 5 de la loi fédérale sur la sécurité des installations industrielles dangereuses, les décisions des organismes d'homologation (Rostekh regulirovanie) doivent être approuvées par le Rostekhnadzor.</p> <p>L'agrément d'organismes d'évaluation étrangers est possible sur la base des documents de l'ISO et de la CEI.</p>
Nouvelle Zélande	Encore une fois, ces évaluations sont effectuées selon les exigences des systèmes acceptés par les normes que nous utilisons. La Nouvelle-Zélande n'exerce aucun autre contrôle sur les évaluations effectuées par des systèmes reconnus.

<i>Pays</i>	<i>Réponses</i>
Union européenne	Chaque État membre de la Communauté européenne désigne les organismes notifiés sur son territoire national. Les critères de désignation appliqués sont un agrément conformément à la norme ICE/ISO 17025 et à la norme EN 45011/12. Un État membre ne peut désigner un organisme notifié étranger (hors de son territoire).

7. Un produit destiné à être utilisé à proximité d'explosifs doit-il satisfaire à des directives ou législations supplémentaires (applicables à tous les produits et/ou particulières à certains produits)?

<i>Pays</i>	<i>Réponses</i>
Australie	Pour TOUS les produits – NSW Occupational Health and Safety Act 2000 NSW Occupational Health and Safety Regulation 2001 – En particulier le chapitre 5 sur la sécurité des installations
Brésil	Le fabricant doit satisfaire à l'ensemble des règlements pertinents applicables à son produit.
États-Unis d'Amérique	US MINING: La législation et la réglementation fédérales relatives à l'extraction minière (voir plus haut) comportent des prescriptions applicables spécifiquement à différents types de produits.
Fédération de Russie	Il existe une liste de normes et d'autres documents réglementaires pour chaque type particulier d'équipement et de production.
Nouvelle Zélande	Voir les réponses aux questions 1 et 8.
Union européenne	Le fabricant doit se conformer à toutes les directives pertinentes applicables à son produit. Selon le produit, il peut s'agir de la directive «Machines» ou de la directive «Basse tension». Il est possible de télécharger une liste des directives «Nouvelle approche» qui pourraient être adoptées.

8. Existe-t-il des directives ou une législation supplémentaires ou spéciales applicables au lancement des produits (autre que la commercialisation)?

<i>Pays</i>	<i>Réponses</i>
Australie	La loi mentionnée plus haut régit le lancement du produit et, de ce fait, soumet sa commercialisation aux mêmes exigences.
Brésil	L'utilisation de produits dans des lieux dangereux est régie par le Règlement NR-10 du Ministère du travail.
États-Unis d'Amérique	US MINING: Les lois et règlements fédéraux (voir plus haut) contiennent des prescriptions particulières applicables à l'installation et à l'utilisation de différents types de produits.

<i>Pays</i>	<i>Réponses</i>
Fédération de Russie	Les exploitants qui souhaitent utiliser des équipements particuliers dans des installations pétrolières ou gazières doivent obtenir une autorisation du Rostekhnadzor, qui sera délivrée soit pour une durée limitée soit pour toute la durée de vie de l'équipement.
Nouvelle-Zélande	<ol style="list-style-type: none"> 1. Health Safety and Employment Act 1992 et Health and Safety in Employment Regulations 1995; 2. Health Safety and Employment (Mining – Underground) Regulations 1999. (Note: Ces réglementations ne contiennent que des généralités sur les aspects électriques et, à ce jour, aucune réglementation s'appliquant spécifiquement à la sécurité des équipements électriques n'a été mise en place concernant les mines. En règle générale, les mines observent la législation et les normes australiennes applicables à l'extraction minière); 3. Health Safety and Employment (Petroleum Exploration and Extraction) Regulations 1999; 4. Hazardous substances (Classes 1 to 5 Controls) Regulations 2001.
Union européenne	L'utilisation (installation, maintenance, réparation et révision) de produits protégés contre les explosions est soumise à la directive 99/92, qui contient des exigences minimales et qui peut être complétée par des réglementations nationales dans les États membres. Ces dispositions supplémentaires ne doivent pas avoir une incidence sur le produit proprement dit.

9. Quelles sont les procédures de surveillance des marchés et qui en est responsable?

<i>Pays</i>	<i>Réponses</i>
Australie	<p>La surveillance des marchés est une procédure spéciale qui peut s'exercer à divers niveaux:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Surveillance à la production: systèmes ANZ ex et IEC Ex; • Surveillance par l'acheteur: La législation exige des employeurs qu'ils déterminent si l'équipement est bien adapté (mission généralement confiée au Directeur de l'ingénierie électrique, un poste prévu par la loi dans les charbonnages); • Surveillance par les services de réparation ou de révision: La législation exige que ces organismes soient habilités; • Surveillance par l'organisme chargé de la réglementation: Enquête sur certains incidents susceptibles d'être signalés, procédure d'habilitation pour les installations de réparation des équipements, évaluation des sites et inspections aléatoires (y compris des essais au regard de chaque norme).
Brésil	La surveillance des marchés est du ressort de l'INMETRO.

<i>Pays</i>	<i>Réponses</i>
États-Unis d'Amérique	US MINING: Les spécialistes de l'assurance qualité de la MSHA effectuent des audits des produits approuvés et communiquent les plaintes concernant des produits défectueux ou non conformes. Les produits non conformes doivent être mis en conformité ou retirés des mines.
Fédération de Russie	Le marché des équipements protégés contre les explosions est contrôlé par des organismes d'État sur les lieux de production et à l'importation.
Nouvelle-Zélande	En Nouvelle-Zélande, la surveillance des marchés est réalisée non pas avant mais après la commercialisation du produit. Il incombe à tous les intervenants de la chaîne (fournisseurs, installateurs et utilisateurs) de veiller à la sécurité d'utilisation de l'équipement sur le plan électrique. Pour ce faire, de bonnes méthodes de communication sont nécessaires; étant donné que la Nouvelle-Zélande importe la plupart des appareils électriques utilisés dans le pays, elle n'a pas les moyens d'influer sur les marchés des pays d'où sont exportés ces produits; par conséquent, il est important que tous les intervenants de la chaîne jouent leur rôle. Les organismes de réglementation jouent un rôle dans le cadre de l'inspection des installations situées dans des zones dangereuses.
Union européenne	La surveillance des marchés est organisée par les États membres. Toutes les autorités de surveillance des marchés se rencontrent tous les six mois dans le cadre des réunions de coopération administrative (ADCO). La clause de sauvegarde de la directive 94/9 permet une surveillance réelle des marchés. La liste des produits ayant fait l'objet de plaintes sera publiée sur Internet dans le contexte du système RAPEX, afin que la population en soit informée.

10. Quels sont les règlements en matière d'inspection, de maintenance et de réparation des équipements?

<i>Pays</i>	<i>Réponses</i>
Australie	Coal Mine Health and Safety Regulation 2006; <ul style="list-style-type: none"> • Occupational Health and Safety Regulation 2001 • Coal mine health and Safety Regulation 2006, qui stipule expressément que les réparations doivent être faites dans des installations agréées.
Brésil	Le Règlement NR-10 du Ministère du travail stipule que des inspections doivent être effectuées à intervalles réguliers. Il n'existe pas de textes régissant la conduite de ces inspections ou la réalisation des travaux de révision et de réparation, mais il est recommandé d'utiliser les normes nationales harmonisées avec les normes 60079-17 et 60079-19 de la CEI.

<i>Pays</i>	<i>Réponses</i>
États-Unis d'Amérique	US MINING: Les lois et règlements fédéraux sur l'extraction minière (voir plus haut) régissent l'inspection, la maintenance et la réparation des équipements.
Fédération de Russie	L'exploitation, la maintenance et la réparation des équipements sont régies par le Règlement GOST R 513300.18-99. Les inspections de la sécurité de l'équipement sont menées par les bureaux régionaux du Rostekhnadzor. Ces organismes sont habilités à faire appliquer les réglementations et à imposer des amendes pour non-conformité.
Nouvelle-Zélande	Les règlements énoncés dans les réponses aux questions 1 et 8 s'appliquent plus ou moins à ce domaine; les normes que nous citons contiennent des dispositions sur les conditions à remplir pour satisfaire aux prescriptions des règlements.
Union européenne	L'utilisation d'équipements protégés contre les explosions est spécifiée dans la directive 99/92. La transposition de cette directive dans les législations nationales peut préciser les règles relatives à l'inspection, à la maintenance, à la réparation et à la révision. Il existe des normes internationales (CEI), mais elles ne sont pas juridiquement contraignantes pour les États membres; elles ne sont pas harmonisées. Un système hétérogène a été mis en place.